

Pour diffusion immédiate
Le mardi 29 janvier 2002

COMMUNIQUÉ

Le syndrome du rejet-retrait

Le Québec devrait se réengager pleinement dans les discussions intergouvernementales afin de rétablir un principe fédéral fort

Montréal – « La conclusion de l'Entente cadre sur l'union sociale (ECUS) sans le Québec constitue une nouvelle manifestation de la mauvaise intégration du Québec au sein du Canada, et cela entraîne des conséquences de plus en plus négatives sur la dynamique politique canadienne » affirme Christian Dufour, chercheur à l'École nationale d'administration publique (ENAP) dans une analyse publiée aujourd'hui par l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP).

Dans « Rétablir le principe fédéral : la place du Québec dans l'union sociale canadienne », Christian Dufour fait le point sur l'existence, la nature, les opportunités ainsi que sur les difficultés de la question Canada-Québec, telles qu'elles se manifestent dans le dossier de l'ECUS.

Selon l'auteur, une bonne partie du problème vient du fait que le reste du pays n'a jamais reconnu la légitimité de la vision québécoise du Canada et du fédéralisme. On oublie que le fédéralisme est un système qui prévoit le *partage*, mais aussi la *séparation* de la souveraineté entre deux ordres de gouvernement. Toutefois, le retrait *de facto* du Québec du système depuis l'accession au pouvoir du PQ en 1976 est en partie responsable de l'affaiblissement du principe fédéral au pays.

L'auteur identifie deux conditions nécessaires pour briser l'impasse :

- Le Québec doit s'engager à participer activement aux discussions intergouvernementales dans le domaine social. Ce n'est pas parce qu'il n'a pas signé l'ECUS, qu'il n'est pas dans le Canada, qu'il n'est pas dans la fédération et qu'il ne doit pas intervenir dans les applications sociales du fédéralisme. Il doit aussi adapter ses positions constitutionnelles à la réalité de la société distincte québécoise d'aujourd'hui et prendre en considération le fait que l'étanchéité des compétences n'est plus aussi complète que par le passé.
- Le reste du Canada doit mettre fin au jeu de l'autruche et admettre qu'il existe un problème québécois qui ne disparaîtra avec l'élimination du mouvement souverainiste. Les conséquences concrètes de la société distincte québécoise doivent être acceptées. Le Québec est différent de l'ensemble des autres provinces ; Il doit lui être possible de faire parfois bande à part sans que cela ne soit perçu comme une aberration à corriger ou un manque de loyauté à l'égard du Canada.

« Rétablir le principe fédéral : la place du Québec dans l'union sociale canadienne », le dernier cahier *Enjeux publics* publié dans le cadre du programme de recherche sur l'union sociale de l'IRPP, est disponible sur le site Web de l'Institut au <http://www.irpp.org>. Vous n'avez qu'à cliquer sur l'icône « Quoi de neuf » de la page d'accueil pour y accéder.

Pour d'autres précisions ou pour obtenir une entrevue avec Christian Dufour, prière de communiquer avec l'IRPP.

Veillez noter que vous pouvez maintenant recevoir les avis et communiqués de l'IRPP par courriel en vous abonnant à notre service de distribution électronique – pour ce faire, rendez-vous à la « Salle des nouvelles » sur notre site Web.

Fondé en 1972, l'IRPP est un organisme canadien, indépendant et sans but lucratif qui cherche à améliorer les politiques publiques canadiennes en encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens.

- 30 -

Renseignements : SÁNG TRAN-QUANG (514) 985-2461
 Agente de liaisons médias stranquang@irpp.org
 IRPP